

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Boutkhil BEGHDAI, *Sous le ciel d'Aïn Sefra. Récit et nouvelles sur la torture pendant la guerre d'Algérie, Alger, Dar el Gharb, 2012, 189 p., Préf. de Abderrahmane Moussaoui*

Comme signalé en avant-propos, ce livre doit beaucoup aux témoignages des torturés de la Dzira et de la caserne d'Aïn Sefra, une ville de l'Atlas saharien d'où l'auteur est originaire. Avec les événements de sa ville, c'est l'histoire de la guerre de libération de l'Algérie qui est ici racontée, et avec elle celle des atrocités de la torture telle que justifiée par les adeptes de la colonisation pour affirmer sa suprématie.

Aussitôt terminé la lecture de l'ouvrage, on se demande comment l'avoir supportée tant les descriptions d'une invraisemblable cruauté sont à grimacer de dégoût. Sans doute, faut-il y voir la marque de déférence qui veille en chacun de nous quand il s'agit de glorifier cette horrible période de la Guerre d'Algérie. C'est cette forme d'exaltation qui semble motiver l'auteur pour régurgiter des souvenirs marqués par la terreur factuelle de son vécu d'adolescent. A travers un récit et trois nouvelles, son intention est de lutter contre l'oubli et de rendre hommage à ses aînés et à tous les martyrs.

Le chapitre sur *Le coup de l'abattoir* se tisse autour de Kaddour et de son ami Ghermoul, l'agent de liaison qui, dans un réflexe de survie, avait endossé la tenue de harki. Ce double jeu l'amènera dans un concours de circonstances, à tendre un piège au sergent Kardas, un bourreau de renommée qui l'exhortait à lui trouver une Fatma. Pour avoir outrepassé les limites de la décence et offensé les règles de l'honneur, son compte sera réglé en lui faisant subir ses propres méthodes de tortionnaire. Soigné à l'hôpital militaire, il quittera la ville laissant derrière lui d'autres disciples, candidats à la torture.

Le gendarme et l'âne, est l'histoire tragique de Ami Mbarek inculpé par Flack pour avoir bastonné sa bête en rut et provoqué un tohubohu le jour du souk. Constamment à la recherche d'une proie, Flack n'est assouvi ni par les coups de tisonnier en pleine figure ni par les crachats dans la bouche ; assumant sa haine, il le force au blasphème pour marier son âne en récitant les versets coraniques. En fait, Ami Mbarek était un moussabil, c'est-à-dire celui qui a décidé de sacrifier sa vie pour la révolution. Tel a été son destin après avoir été abattu en pleine action de ravitaillement des maquisards. Son âne connaîtra le même sort avec les pires sauvageries avant d'être poussé dans un ravin profond et rugueux.

La séquence Pour un moment de répit !, enchaîne sur l'odieux supplice infligé au fils en présence du père et vice-versa. Les pris pour cible feront de faux aveux, accusant un proche, pour que la torture s'arrête un instant. Il durera le temps d'une descente de nuit où les cris douloureux des femmes déchiraient le silence. « Tout le 2^{ème} bureau était à l'œuvre. Un drôle de mélange, il y avait là un ramassis d'espèces on ne sait de quelle misère ni de quelle contrée ils sont venus, peut-être des celtes, des francs, des espagnols, des italiens, des hommes au passé inconnu : hier peut-être des paysans de misère ou transfuges, aujourd'hui des soldats avec des matricules, formés pour harceler, torturer et tuer ».

L'autre torture met en scène les déboires de l'enfance indigente, témoin impuissant des parents emprisonnés, humiliés, absents, achevés ou disparus... Faisant écho après l'indépendance, l'identification des ossements d'un corps sous le sable, supposé être celui du père, est un acte d'extrême douleur. Le fameux lieu d'interrogatoire Dzira équipé d'un bassin où l'on plongeait la tête jusqu'à ce que l'on parle ou que les poumons et le cœur lâchent, marque pour toujours l'histoire d'Ain Sefra et la mémoire de cette génération à laquelle l'auteur appartient. Son livre est un geste militant et donne la mesure du sens du mot « liberté ». Afin que nul n'oublie, on peut espérer à ce que d'autres témoignages similaires puissent faire connaître toutes les villes d'Algérie qui ont connu et partagé des faits similaires.

Ammara BEKKOUCHE

Abdelkader DJEMAÏ, *Une ville en temps de guerre (récit)*, Paris, du Seuil, 2013, 158 p.

Abdelkader Djemaï appartient à cette génération (1945-1950) d'écrivains oranais qui se rejoignent tous au moins sur un point : leur tranche de vie se confond avec cette sombre période de la guerre d'indépendance de sorte qu'en 1961-1962, ils entraient dans leur période d'adolescence en même temps que l'avènement de l'OAS. C'est extraordinaire ce que les adolescents, en période de conflits armés, développent une admirable capacité mémorielle pour des événements personnels ou collectifs. C'est le cas de Jacques Fieschi, Hadj Cheikh Bouchan, Lucien-Guy Touati et de leur aînée Michèle Villanueva. Ces auteurs nous ont donné des récits de vie se rapportant à cette période tourmentée de la quotidienneté oranaise¹.

¹ Villanueva, M. (1992), *L'Écharde. Chronique d'une mémoire d'Algérie*, Paris, Maurice Nadeau ; Fieschi, J. (1990), *L'homme à la mer*, Paris, J.-C. Lattès ; Bouchan, H.-Ch.

À l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, un trou de mémoire définitif en ce qui concerne les chroniques de cette guerre civile franco-française par la mémoire collective ; voilà que la bibliothèque mémorielle oranaise vient de s'enrichir d'une œuvre littéraire de Abdelkader Djemaï, *Une ville en temps de guerre*². Ce récit vient mettre à jour sur ces années de grandes tourmentes.

De ce fait, on ne peut qu'être reconnaissant à l'auteur de ne pas avoir été oublieux envers sa ville natale, dont une grande partie de la population, ayant vécu avec une grande intensité ces moments difficiles et tragiques, en garde encore des bribes de souvenirs. Celle-ci s'étant montrée, au lendemain de l'indépendance, relativement indifférente envers la mémoire de ceux qui se sont sacrifiés pour prouver à l'OAS, que même morts, ils continueront demain à témoigner de l'extrême horreur, qui pendant plus d'une année (avril 1961-juin 1962), avait plongé la ville dans un bain de sang et de larmes. Aidé en cela, par une œuvre de lobotomisation massive

Menée par les commissaires politiques de la mémoire officielle qui se sont montrés, durant cinq décades, peu soucieux à l'égard de cette profonde et douloureuse blessure laissée encore béante par l'OAS à la fin de la guerre, avec près de deux mille victimes algériennes et européennes³.

Si intentionnellement, l'auteur ne semble pas nourrir la prétention d'intervenir sur le chantier de l'historien, et avoue s'être efforcé de rapporter des faits réels et des épisodes qu'il a vécus à Oran, il n'en a pas moins alimenté son récit en recourant à des sources bibliographiques généralement appropriées aux études historiques, sources qui, dans leur majorité, à en juger par la bibliographie, est dominée par d'ennuyeux et inconsistants ouvrages servant de déversoirs de fiel de la propagande nostalgériste pour laquelle le vent de l'Algérie française ne cesse de souffler. L'auteur aurait largement pu faire l'économie de se référer à des ouvrages de Jean-Jacques Jordi⁴ et de Jean Monneret et, particulièrement ceux d'Edmond Jouhaud, général putschiste et non moins chef de l'OAS

(2007), *Les barbelés du Village nègre*, Alger, éd. Casbah ; Touati, L.-G. (1976), ... *Et puis je suis parti d'Oran*, Paris, éd. GP.

² Djemaï, A. (2013), *Une ville en temps de guerre*, (récit), Paris, du Seuil.

³ Benkada, S. (2012), « 1.100 victimes civiles algériennes de l'OAS. À Oran, de 1961 à 1962 », APS, 22 février 2012. - « Saddek Benkada : C'est l'OAS qui a poussé les pieds noirs à partir », *Témoignage Chrétien*, 1er juin 2012.

⁴ Jordi, Jean-Jacques, pied-noir et historien, a été l'initiateur en 2011, d'une pétition internationale appelant à reconnaître les événements du 5 juillet 1962 à Oran comme « un véritable crime contre l'humanité passé sous silence ».

oranaise, ou de Geneviève de Ternant, qui se prend pour la passionaria de l'OAS⁵.

Nous savons par expérience, que le combat pour la reconstruction socio-historique de la mémoire algérienne de ces années 1961-1962 est âpre, presque décourageant, tellement le terrain est resté, pendant très longtemps, en friche. Depuis une dizaine d'années, nous travaillons sur les différents fonds d'archives à Oran, notamment (registres de décès, fichiers des inhumations, presse locale, etc.). Nous avons également réalisé des entretiens avec les parents des victimes. Le but est de constituer un profil sociologique de quelques 1500 victimes algériennes et européennes, civiles et militaires, cibles des attentats de l'OAS.

Nous mesurons donc toute la difficulté de reconstituer, lambeau par lambeau, la vie quotidienne des Oranais, toutes communautés confondues, à l'époque de ces événements où sévissait l'OAS comme d'aucuns, la compareront à la Peste. Qui, mieux dans ce cas, que Michèle Villanueva, écrivaine oranaise, courageuse et réaliste, qui, avec une lucidité et une clairvoyance, n'hésite pas à établir une mise en parallèle entre le roman d'Albert Camus, *La Peste* et les conséquences néfastes des méfaits de l'OAS : : « Je suis née à Oran, dans les quartiers populaires espagnols d'Eckmühl. [...] Trente ans plus tard, me plongeant dans la guerre d'Algérie, j'ai relu Camus. Et j'ai eu le choc de *La Peste*, qui m'est alors apparu comme ce que j'avais vécu à Oran »⁶.

Loin de lui l'idée de prétendre décrire, dans ce récit, *Une ville en temps de guerre*, en prévenant que : « Tous les personnages de ce récit, à l'exception de certains d'entre eux, désignés par leur nom ou par leurs initiales, sont fictifs. L'auteur s'est efforcé de rapporter ici des faits réels et des épisodes qu'il a vécus à Oran, notamment en 1961 et 1962. ». Il aurait été mieux inspiré s'il avait intitulé le récit *Un adolescent en temps de guerre*, car, tout au long du livre, il n'est question que de la vie quotidienne du héros Lahouari Belguendouz, personnifiant l'auteur qui, ramène la guerre à ce qu'il a vécu. En définitive, *Une ville en temps de guerre*, n'est pas le titre qu'il convenait de donner à ce livre ; tant d'événements douloureux sont passés sous silence par l'auteur.

À se demander si, l'auteur aurait, ayant manqué d'imagination, recouru à de sinistres référents. Le seul référent algérien et oranais de surcroît qui ait trouvé grâce à ses yeux est la contribution de Fouad Soufi

⁵ Auteure de *L'Agonie d'Oran* (3 tomes), une série de témoignages partiels et fallacieux sur la journée sanglante du 5 juillet 1962 à Oran, destinés à jeter l'opprobre sur le général de Gaulle et le déshonneur sur les troupes françaises présentes ce jour à Oran et à leur tête le général Joseph Katz.

⁶ Villanueva, M. (1992), *L'Écharde. Chronique d'une mémoire*, Paris, Maurice Nadeau.

Oran 1962, signalée par le site de la section de Toulon de la Ligue des droits de l'Homme, et non pas celle de Toulouse ! (plus fouillée)⁷.

Il va sans dire que cet amalgame de références bibliographiques n'est pas allé sans introduire dans le récit quelques apories historiques qui prouvent que l'auteur s'est beaucoup plus appuyé sur la mémoire réelle ou virtuelle des autres que sur la sienne. Et ce, alors qu'il nous a averti, dans son texte, qu'il « s'est efforcé de rapporter ici des faits réels et des épisodes qu'il a vécus à Oran ».

Même si ce livre est destiné, en premier au lectorat français, il mérite au moins qu'il soit tant soit peu fidèle à la réalité des faits et des événements et ne pas céder au recours à la facilité déconcertante des faits relatés à l'emporte-pièce, sans s'assurer au préalable de leur véracité, tels que : (p. 40) « Responsable du barrage électrifié installé le long de la frontière avec le Maroc pour empêcher les infiltrations de l'ALN, le général Philippe Ginestet eut moins de chance. Il fut tué par un jeune militant de vingt ans ». Ici l'auteur confond manifestement le général Ginestet, et le général Pédron⁸. Quant au jeune militant de vingt ans, pour le lecteur non averti, il pourrait penser qu'il s'agit d'un militant FLN. Pourquoi donc tant de prévenance envers un tueur de l'OAS ?⁹ (p. 46) : « Ses commandos, dénommés « collines » et dont l'un était dirigé par une femme, éliminaient des ouvriers, des instituteurs, des médecins, des fonctionnaires, des avocats comme maître Abed. Des femmes de ménage, comme celles qui attendaient devant le marché Michelet d'être embauchées pour quelques heures, n'étaient pas non plus épargnées ». A cette époque, je ne sais si A. Djemaï se rendait souvent au marché Michelet, mais on ne pouvait voir aucune des femmes de ménage attendre devant ce lieu, les laisserait-on seulement ? C'est là une vision actuelle

⁷ Soufi, F. (2000), « Oran, 28 février 1962, 5 juillet 1962. Deux événements pour l'histoire, deux événements pour la mémoire », présenté lors du colloque organisé en hommage à Charles-Robert Ageron, *La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises*, à la Sorbonne en novembre 2000.

⁸ Général Raymond-Émile Pédron (1902-1968), commandant le corps d'armée d'Oran, expérimenta à partir de juin 1956 le premier barrage sur la frontière marocaine. Il adopta le même procédé pour encercler, en 1957, les quartiers musulmans d'Oran par un réseau de fils barbelés, plus particulièrement Mdina-Jdida, qui a inspiré le roman de Hadj-Chikh, B., (2007), *Les barbelés du village nègre*, Alger, éd. Casbah.

⁹ Le général Philippe Ginestet, commandant le corps d'armée d'Oran, fut gravement blessé le 14 juin 1962 par un tueur de l'OAS à l'intérieur même de l'hôpital militaire d'Oran. Transporté au Val-de-Grâce, où il devait mourir le 24 juin.

Le directeur de l'hôpital militaire Baudens, le médecin-colonel Étienne Mabile, accompagnant le général Ph. Ginestet, fut, quant à lui tué, sur le coup. Tous les deux étaient venus s'incliner devant le corps du lieutenant-colonel Camille Mariot, tué la veille (13 juin) par un commando OAS, devant l'hôtel Royal.

que l'auteur transpose erronément au passé, (p. 44) : « Succédant en février 1962, au général Ginestet, au poste de commandant par intérim du Secteur d'Oran, le général Joseph Katz, surnommé par les pieds-noirs, le *boucher d'Oran*, ou encore *Gauleiter Katz*, chef de la Gestapo gaulliste »¹⁰. Très lourde erreur de l'auteur, le général Joseph Katz arrive à Oran, le 19 février 1962, et le général Ginestet prit son commandement à la tête du corps d'armée d'Oran, le 9 mai 1962. « Pour illustrer son propos, son père lui raconta l'histoire du colonel Ben Daoud, ancien élève de Saint-Cyr qui fit une brillante carrière militaire. [...] S'étant vu refuser, à cause de son teint basané, l'entrée à une réception, il avait eu cette phrase demeurée célèbre : « Yarbi yarbi laoukène colonel Ben Daoud », « Un arabe reste un Arabe, même si c'est le colonel Ben Daoud »¹¹ (p. 29). La fameuse phrase du colonel *arabe* trouve son origine dans la mésentente qui existait entre lui et le député d'Oran, Eugène Étienne, chef de file du lobby colonialiste¹². En dépit de sa qualité de citoyen français (naturalisé en 1858 à sa sortie de Saint-Cyr), le colonel n'a jamais eu une brillante carrière militaire, cette dernière, il la passa de caserne en caserne, sans jamais obtenir un poste de commandement; comme il fut d'ailleurs la cible de choix des détracteurs de la politique d'assimilation. Quant à son teint basané, il faut reconnaître que l'auteur n'a sûrement jamais vu la photo du colonel, sinon, il l'aurait, à coup sûr, confondu avec son chef hiérarchique le général Lyautey !

En dehors de ces errements factuels à mettre sur le compte de la hâte de publier et, loin de moi l'idée de penser que le roman soit du genre de ces livres qui s'écrivent entre deux gares pour ne pas dire entre deux stations de métro, néanmoins, A. Djemaï sait se montrer en quelques sortes pathétique lorsqu'il nous fait vivre certains épisodes de sa vie, comme par exemple ce jour, où, sa tante Kheïra, fut tuée (p. 89) : « C'était dans cette infirmerie que le corps sans vie de sa tante paternelle,

¹⁰ Benkada, S. (2001), « Mort du général Joseph Katz, ancien commandant du Secteur autonome d'Oran (février-juillet 1962) », *La Voix de l'Oranie*, 28 mars 2001.

¹¹ Le colonel Mohamed Ben Daoud (1837-1912) ancien élève de Saint-Cyr, naturalisé français, finit sa carrière militaire comme colonel de l'artillerie, malgré sa naturalisation, il n'eut jamais de commandement de troupes.

¹² Cette célèbre phrase qui est passée à la postérité est connue dans le contexte de l'affaire dite du « burnous du colonel Ben Daoud ». Ce dernier, croisant un jour dans les rues d'Oran, le député Eugène Étienne, celui-ci, apostrophe le colonel en lui disant : « Je ne reconnais pas sous cet accoutrement celui qui a eu l'honneur de porter l'uniforme d'officier français ». Suite à quoi, nous imaginons que le colonel lui aurait rétorqué par cette envolée sarcastique : « Un Arabe est un arabe, fusse-t-il le colonel Ben Daoud ».

Sur cette affaire, voir Ageron, Ch.-R. (1968), *Les Algériens musulmans et la France* (1871-1919), vol. 2, Paris, PUF, p. 1062.

Kheïra, avait été transporté. Un matin d'avril, elle était venu leur rendre visite à Cité Petit et, sur le chemin du retour, le *taxi clandestin* dans lequel elle se trouvait avait été mitraillé par l'OAS à Maraval, sur l'avenue Céline Dagne. C'était aussi la première fois de sa vie qu'il voyait son père pleurer. Elle était enceinte et laissait derrière elle trois enfants »¹³.

Essentiellement et exclusivement écrivain de langue française, Abdelkader Djemaï, riche de son expérience de l'écriture journalistique, son style concis et alerte, ne s'embarrasse guère de tournures ampoulées mais, il a l'art de brasser pêle-mêle des réflexions et des expressions de saveurs pour faire revivre les habitudes quotidiennes des pieds-noirs oranais plongés dans leur nonchalance toute latino-méditerranéenne vouée « aux parties de pétanques, de corridas et d'apéritif », toujours agrémenté d'une orgie de kémias de « fèves bouillies, saupoudrées de cumin, soucoupes de radis, d'olives noires, de cœurs d'artichaut, d'anchois et de sardines à l'escabèche ». Cette évocation rituelle de la gastronomie de comptoirs fonctionne à tous les coups dans ce genre de récit.

Toute cette insouciance paradisiaque et cet amour de la vie facile, va, un jour d'août 1961, lorsque le général Jouhaud prend son commandement de chef suprême de l'OAS Oranie, se transformer en un enfer quotidien durant lequel la ville va « se parfumer au plastic ». Et, l'auteur, avec la verve qu'on lui connaît, a su avec intelligence nous faire revivre cette période de tourmente et de tant de drames personnels et collectifs, que chacune des communautés avait connu et partagé malgré elle.

Saddek BENKADA

¹³ Djemaï Kheïra figure sur notre liste des victimes de l'OAS. Née le 20 avril 1934 à Tafraoui, elle fut tuée le 1^{er} ou le 2 avril 1962, boulevard Fort de Vaux à Cité-Petit.

Elle figure parmi les nombreuses victimes tuées en 1962 sur la voie publique sans qu'elles aient fait l'objet ni d'un constat de police ni d'une déclaration de décès.

Cas rare, son décès a fait l'objet d'une double inscription sur le registre de décès. Une première fois par sa sœur Djemaï Yamina, le 11 août 1962, et une seconde fois par son époux et cousin, Lassoueg Tayeb, le 8 octobre 1962.

Claire MAUSS-COPEAUX, *La source, mémoires d'un massacre : Oudjehane 11 mai 1956*, Paris, Payot, 2013, 224 p.

Cette nouvelle contribution de Claire Mauss Copeaux a un double intérêt. Elle révèle d'abord toute l'importance de l'enquête orale dans l'écriture de l'histoire contemporaine de l'Algérie. A l'écoute des différents acteurs ou témoins du massacre qui bouleversa la vie des habitants d'Oudjehane (région d'el Milia) le 11 mai 1956, l'auteur a convoqué plusieurs voix, les unes faisant partie du 4^e BCP¹, 1^{re} compagnie, 3^e section, les autres des rescapés ou des proches des victimes ou plus simplement des témoins.

Mais le plus marquant de cette recherche est qu'elle a commencé par un face à face, via Internet, qui va s'instaurer entre l'auteur, des soldats de la compagnie impliquée dans le massacre et un citoyen d'El Ancer (localité la plus proche d'Oudjehane) soucieux d'« écrire l'histoire et pour ne pas oublier ». Ce sont ces premiers contacts virtuels qui ont décidé l'auteur à mener l'enquête sur le terrain même du massacre. Il est entendu, que l'auteure, historienne de métier, ne s'est pas contentée du seul recueil de la parole des uns et des autres. En permanence, le document oral est mis en dialogue avec les sources écrites. Mais au vu du silence des archives², des difficultés d'accès aux archives du Service Historique de la Défense (SHD)³, la seule alternative qui s'offre à l'historien reste le recours à la pratique de l'enquête orale. Sans vouloir fétichiser cette source particulière, force est de reconnaître que la méthode a fait ses preuves pour briser la chape de plomb qui continue de peser sur la connaissance d'un proche et douloureux passé. Les historiens sont invités à s'en emparer et à investir le terrain de l'enquête orale, dans l'intérêt de la connaissance du passé proche.

Le second intérêt de cet ouvrage est la révélation d'un massacre (un de plus) de la population civile d'Oudjehane, commis par les soldats du 4^e BCP, stationné à El Ancer et placé sous l'autorité du commandant « Merlot ». Aux origines de ce déchaînement de violences qui a entraîné la mise à mort « de soixante-dix-neuf personnes, des hommes, mais aussi des femmes et des enfants », le viol d'une jeune fille par le soldat « Roger Garodi ». Entendant les cris de sa fille, le père arrive et empoigne le coupable. Les camarades du soldat ont également perçu les cris et

¹ Bataillon de Chasseurs à pied.

² Titre de l'ouvrage de Combe, S., *Le silence des archives*, Paris.

³ Il s'agit des archives de l'armée de terre conservées au château de Vincennes (France). Sur les difficultés d'accès, cf. le cri d'alarme lancé par Jean Charles Jauffret « Le SHA : un parcours du combattant » 5 juillet 2013, <http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/shd-parcours-combattant-estime-l-historien-jean-charles-jauffret-1747>

accourent à leur tour. Ils tirent : signe du destin ou du hasard, la balle destinée au père atteint en même temps un autre soldat. La nature du crime est bien sûr occultée dans les communiqués publiés par la presse pour qui « la mort de 79 rebelles » est à inscrire dans le registre des opérations ordinaires effectuées dans le cadre de la Pacification. Si l'on en sait un peu plus aujourd'hui, c'est grâce au travail d'investigation et de déconstruction réalisé par Claire Mauss Copeaux qui a su mettre à nu la somme de brutalité, de violence et de barbarie si caractéristique de la période coloniale et de la guerre de libération en particulier.

C'est à un véritable chassé-croisé auquel s'est livré Claire Mauss Copeaux entre les protagonistes du drame d'hier et les survivants d'Oudjehane, faisant jaillir des mémoires des uns et des autres, un passé qui ne passe pas⁴.

Il ne s'agit point de guerre de mémoires – des « abus de la mémoire » comme on l'entend ces dernières années dès qu'il s'agit d'évoquer la guerre d'indépendance algérienne, donnant lieu souvent à des controverses stériles, dans une sorte de prolongement des combats sanglants d'hier.

Ici la difficulté est de dire l'innommable aggravée par le mur du silence, là la volonté de ne pas oublier les victimes du 11 mai 1956. De part et d'autre, la souffrance est encore vive mais les traumatismes n'obéissent pas aux mêmes logiques. La logique de la victime ne peut être celle du bourreau. La responsabilité des autorités publiques françaises (civiles et militaires) dans la diversification des méthodes répressives est entière. Mais à l'échelle de l'individu, les entretiens avec les soldats d'hier (vétérans aujourd'hui) laissent transparaître les séquelles héritées de la banalisation de la brutalisation de la guerre que l'amnistie ne peut évacuer. L'approche anthropologique et culturelle peut-elle trouver des explications à ces violences extrêmes où le meurtre est volontairement ordonné et commis de sang froid? Y-a-t-il des limites à la brutalisation⁵? Le retour à la paix et la démobilisation supposent un temps de rupture avec les constructions idéologiques qui ont prévalu en temps de guerre. Dans la réalité, les traces de ces violences s'estompent difficilement amenuisant ainsi les possibilités de faire le deuil – passage obligé vers la reconstruction identitaire. Toutes ces questions sont au cœur de la démarche de Claire Mauss Copeaux. Elle analyse les mécanismes de l'engrenage, harcèle de questions ses interlocuteurs pour cerner la réalité des faits et permettre enfin aux gens d'Oudjehane de

⁴ Rouso, H., Conan, E. (1994), *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard.

⁵ Prost, A. (2004), « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », in *XX^e siècle, Revue d'histoire*, n° 81.

connaître la vérité et, aux soldats du 4^o BCP, d'affronter leur passé. Les réponses s'égrènent et se recourent dans l'ensemble de l'ouvrage qui se divise en quatre parties.

La première partie intitulée « le passé en question » revient sur Nour (la voix des gens d'Oudjehane) et André un appelé du 4^o BCP. Chacun à sa manière, par courrier électronique, raconte le drame d'Oudjehane et revient sur le climat délétère qui prévalait à El Ancer durant cette terrible année de 1956. Cet effort de contextualisation des faits se poursuit dans la seconde partie qui nous introduit dans les arcanes du 4^o BCP. Les officiers qui commandaient sont présentés mais pas nominativement. L'auteur a prévenu qu'elle a volontairement « dissimulé l'identité des acteurs du 4^o BCP ». Ainsi, le lecteur découvre toute la chaîne de commandement impliquée dans le massacre d'Oudjehane : le colonel « Leroi », son subordonné le commandant « Merlot » « chargé du [...] bataillon qui opérait à Oudjehane le 11 mai 1956 », le capitaine « Rouleau », dont « la violence et la cruauté » entretenait la réputation d'ancien d'Indochine, le capitaine « Lapière », un baroudeur et le lieutenant « Rieux ». On regrette que les responsables de la tuerie ne soient pas désignés formellement. Leur anonymat ne couvre-t-il pas encore leurs crimes ? En son temps, Pierre Vidal-Naquet n'avait certes pas nommé tous les tortionnaires, tel André Charbonnier responsable de la mort de Maurice Audin⁶, mais vingt-cinq ans après⁷ (1975), il eut le courage d'écrire son nom et d'ajouter « que l'on traite d'assassin le lieutenant Cha... ou Charbonnier, l'intéressé ne s'en porte pas plus mal ». Aujourd'hui, les gens d'Oudjehane ont le droit de savoir toute la vérité, sans la moindre omission. C'est ce que dit Nour dans un échange avec André : « la grande vérité est celle du massacre, des victimes et des responsables : les militaires français » dont l'action était couverte par les chefs politiques doit-on ajouter.

La troisième partie met en perspective le contenu des rapports des journaux des marches et des opérations (JMO) et les récits livrés par André et Nour. La version des JMO est erronée, elle ne résiste pas à une critique rigoureusement menée. Il y eut viol d'une jeune fille, suivi de la double intervention de son père et de la troupe venue à la rescousse de leur camarade. Le père est abattu d'une balle qui ira se loger dans le corps d'un soldat tandis qu'une autre balle blesse un second soldat. Aussitôt, le commandement ordonne des représailles. Celles-ci sont décrites dans la

⁶ André Charbonnier fait partie du trio d'officiers qui a torturé Henri Alleg, *La question*, Paris, éd. Minuit, 1958.

⁷ Dans la préface, *Les crimes de l'armée française, Algérie 1954-1962*, Paris, Nouvelle édition, la Découverte, 2001.

quatrième partie. C'était jour de fête, jour de l'Aïd el Fitr quand l'armée ordonna une véritable chasse à l'homme. Rassemblés les uns à Demna dil Ballout, les autres au bord de l'oued El Kébir, hommes, femmes et enfants sont fusillés. Les témoignages recueillis racontent la suite des événements : les survivants cherchent refuge dans la forêt, d'autres rejoignent la ville, les jeunes gens prennent le chemin du maquis...la mechta d'Oudjehane est abandonnée.

La dernière partie est consacrée à l'écoute du dire des femmes. A la page 183, Claire Mauss Copeaux écrit « il me fallait l'aide d'une interprète, intéressée par l'histoire de Doukha. Le moment de notre départ pour l'Algérie se rapprochait et je m'inquiétais car je n'avais pas trouvé de compagne ». Je connaissais Claire Mauss Copeaux rencontrée dans les différents colloques sur l'histoire de l'Algérie avant de l'accueillir à Constantine avec ma collègue Khedidja Adel, à deux reprises. Nous l'avons accompagné à Ain Abid lorsqu'elle travaillait sur le 20 août 1955⁸. Elle n'ignorait pas que je travaillais sur La résistance algérienne entre histoire et mémoire et que nos sujets de recherches se recoupaient et se complétaient. Jusqu'à ce jour, je ne m'explique pas plus que ma collègue cette mise à l'écart. Il semble donc que la volonté d'une écriture commune de l'histoire de cette période associant des historiens des deux rives ne soit pas partagée par tous.

Les entretiens avec les femmes ont ravivé les souvenirs. L'univers de la guerre a brouillé les rapports familiaux et la répartition des rôles. Les femmes ont été appelées à jouer un rôle particulièrement important auquel elles n'étaient point préparées. Leur adhésion à la lutte de libération est remarquable. Mais ce sont leurs souffrances qui retiennent l'attention. En creux, on devine leurs peurs dont la menace du viol était la plus redoutable, sans oublier la vindicte sociale rejet pour celles qui en furent les victimes. A quel prix ont-elles pu supporter les horreurs de la guerre, la perte des êtres chers ? Comme après la répression de l'insurrection de 1871 ou les massacres de 1945, la mémoire collective en a fixé le douloureux souvenir dans une plainte que les femmes d'Oudjehane chantent jusqu'à ce jour.

Au-delà des non-dits, de la gravité des événements et de leur complexité, Claire Mauss Copeaux a livré aux gens d'Oudjehane un pan de leur histoire et là réside l'essentiel.

Ouanassa SIARI-TENGOUR

⁸ Mauss-Copeaux, C. (2011), *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Paris, Payot-Rivages.

Andrea BRAZZODURO, *Soldati senza causa. Memorie della guerra d'Algeria, Roma-Bari, Editori Laterza, 2012, 308 p.**

Le livre d'Andrea Brazzoduro est issu de sa thèse, soutenue en 2011 en cotutelle sous les directions d'Annette Becker (université Paris X - Paris Ouest Nanterre La Défense) et de Vittorio Vidotto (università degli Studi La Sapienza de Rome)¹. Après des travaux précédents, notamment ceux de Claire Mauss-Copeaux², il s'est lancé dans une enquête, minutieuse, mais avec l'esprit critique en éveil, auprès d'une centaine de vétérans – tous appelés³, à deux exceptions près – qu'il a délibérément choisis, vu sa connaissance du terrain, parmi ceux qui ont combattu dans l'Aurès-Nemencha – nombre d'entre eux n'avaient jamais eu l'occasion d'évoquer ainsi leur passé. Son livre suit une progression en huit parties qui conduit le lecteur de l'établissement des faits – via analyses de terrain d'histoire orale, résultats de travaux sur archives pour peu que leur consultation ait été possible, et réflexions sur les continuités historiques de Vichy à nos jours – au bilan finement problématisé d'un épilogue clairvoyant sans grandiloquence⁴. Le titre de cet ouvrage, pensé et intelligent, est visiblement inspiré de la « guerre sans nom »⁵ – ces « opérations de maintien de l'ordre » que le Parlement français, sous le ministère Jospin, a pour la première fois dénommé « guerre » fin 1999⁶.

Les Algériens dénomment guerre de libération (*harb tahrīr*) l'insurrection, lancée, suite aux blocages français, le 1er novembre 1954, pour arracher leur indépendance, advenue le 5 juillet 1962 – 2012 a marqué le cinquantenaire de leur délivrance du joug colonial. Cet

* Soldat sans cause. Mémoire de la guerre d'Algérie.

¹ *I veterani d'Algeria e la Francia contemporanea : Esperienze e memorie del contingente di leva, 1955-2010* [S.l.] : [s.n.], 2011, 433 p.

² Cf. notamment : *Les appelés en Algérie: La parole confisquée*, Paris : Hachette, 1998, 333 p., préf. de Philippe Joutard ; *A travers le viseur : images d'appelés en Algérie, 1955-1962*, Lyon, Aedelsa, 2003, 120 p. ; *Algérie, 20 août 1955 : insurrection, répression, massacres*, Paris : Payot, 2011, 279 p.

³ Sur les 2 500 000 soldats français ayant combattu en Algérie, la moitié furent des appelés.

⁴ -1/ Soldats sans cause dans une guerre sans nom ; -2/ Les rescapés, les associations et les politiques de la mémoire ; -3/ Les écrans de la guerre ; -4/ À chacun son histoire : le livre vecteur de mémoire ; -5/ De Vichy à l'Algérie ; -6/ Le présent du passé ; -7/ Des vétérans peu impliqués (*estreaneità*) dans l'expérience de la guerre ; -8/ « Retrouver la guerre » dans les mémoires. Épilogue : dans le plan-séquence (immobile/mobile) de la guerre.

⁵ Cf. Rotman, P., Tavernier, B. (1992), *La guerre sans nom : les appelés d'Algérie, 1954-1962*, Paris, Seuil & Le Grand Livre du Mois, p. 305, (1^{ère} édit.), issu du mémorable documentaire de 4 h 40 du même nom et des mêmes auteurs.

⁶ Loi du 18 octobre 1999. Non sans heurts, celle du 6 décembre 2012 a fait du 19 mars « la journée nationale du souvenir » en mémoire des victimes de la guerre d'Algérie.

entrechoc de décolonisation, le plus sanglant qui ait existé, représente toujours, pour les témoins sollicités par les chercheurs, une plaie toujours à vif. Durant sa recherche, Andrea Brazzoduro a été marqué par le fait que les Français d'aujourd'hui vivent encore leur présent sous la pesanteur de la mémoire de ces ex-combattants, quand bien même le contexte des trente glorieuses ait un temps incité à se distraire, à consommer, bref à oublier en mettant au rebut le passé colonial. Mais on sait que refouler n'est pas oublier. L'état actuel des deux sociétés, tant au Sud qu'au Nord de la Méditerranée, est pourtant lourdement redevable à ce passé qui, consciemment ou non, a du mal à passer. C'est que plusieurs générations d'Algériens ont vécu leurs rapports avec les Français comme une relation de discrimination et de violence que le système colonial avait structurellement installée. Andrea Brazzoduro note que, pour Frantz Fanon, la guerre de reconquête coloniale de 1954-1962 fut « singulière, jusque dans la pathologie à laquelle elle a donné naissance ». Il y eut du côté des soldats français 26 000 victimes, et d'après les conclusions fiables du démographe Kamel Kateb, au moins 400 000 morts côté algérien⁷.

Les « années noires » de la décennie 1990, le 11 septembre 2001, les interventions en Irak, en Afghanistan, aujourd'hui le tragique entrelacs syrien... n'ont guère aidé à apaiser ce passé douloureux dont la brutalité hantait et hante encore les représentations des humains. Or, dans les compositions idéologiques-politiques du début du XX^e siècle, se renvoient la balle les pouvoirs installés de part et d'autre, les uns remettant en selle « les aspects positifs de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord »⁸, les autres pouvant aller jusqu'à stigmatiser en retour dans le colonialisme un Auschwitz permanent et exigeant de la France ce que les catholiques dénomment une repentance – ces entrechocs ont fait capoter le projet de traité d'amitié entre l'Algérie et la France.

Pour Andrea Brazzoduro, la mémoire des appelés d'Algérie ne serait pas sans ressemblance avec celle de la Shohah : sa thèse est qu'il y aurait des accointances structurelles entre la mémoire de la guerre de libération anticoloniale de 1954-1962 et celle, par régime de Vichy collaborateur du nazisme interposé, de la Shohah. Il croit discerner un lien entre les

⁷ *Européens, indigènes et Juifs en Algérie, 1830-1962: représentations et réalités des populations*; préf. de Benjamin Stora, Paris : Éd. de l'Institut national d'études démographiques : diff. PUF, 2001, XXVI-386 p.

⁸ Cf. alinéa 2 de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 –déclassé par le Conseil Constitutionnel le 31 janvier 2006 sous la pression, notamment, du Président Jacques Chirac pour qui ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire, mais aux historiens.

traumatismes refoulés encore prégnants de ces deux épisodes de l'histoire. Soit, sauf que l'historien peut-il assimiler la brutale répression française de 1954-1962 à un génocide ? N'est-il pas aventuré de tout mélanger ? : les camps d'Auschwitz et de Guelma, n'avaient en commun que le mot « camps » : lors d'un colloque à Sétif, le ministre des Moudjahidines Mohammed Cherif Abbas a lu le 6 mai 2005 un discours du président Bouteflika où il assimilait le colonialisme français au nazisme et les fours à chaux d'Héliopolis aux fours crématoires d'Auschwitz – à Héliopolis, près de Guelma, avaient été brûlés en mai 1945, dans la hâte, des corps d'Algériens massacrés par les milices européennes pour que la commission parlementaire annoncée de Paris n'en trouve pas trace.

Quelles que soient les douleurs effectivement endurées par le peuple algérien, au point où son identité a pu paraître en effet comme assimilée à la souffrance, il existe bien, aussi, un discours officiel légitimant – pour l'appareil du système de pouvoir algérien, une véritable rente résistante. On lira avec intérêt sur ce passé la lucide interview de Mohammed Harbi du printemps 2005⁹ ; et sur les camps nazis, les incontournables travaux de Florent Brayard qui permettent de prendre la mesure de l'événement¹⁰ Et l'on sera évidemment d'accord avec Paolo Mieli, dans le long article qu'il a, notamment, consacré au travail d' Andrea Brazzoduro¹¹ sur le fait que la guerre d'Algérie ait pu, scandaleusement, être dénommée « une mission de paix » ; mais on sera moins enthousiaste pour approuver sa formule « Après l'hérité de Vichy, une autre ombre sur la France ». Toutes les ombres sont-elles semblables ? Et une ombre chasse-t-elle l'autre, ou s'entremêlent-elles ? Ne faudrait-il pas recourir pour y voir plus clair à des historiens versés dans la psychanalyse ?

Il faut rappeler que, sur la participation des appelés à la guerre de 1954-1962, il y eut en 1955 de nombreuses manifestations hostiles au départ des trains où ils étaient embarqués ; et parler des rétorsions brutales qu'ils subissaient s'ils n'obéissaient pas. On lira à ce propos la

⁹ Par Nadija Bouzeghrane, *El Watan*, 24 mai 2005.

¹⁰ *La Solution finale de la question juive: la technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris : Fayard & Le grand Livre du Mois, 2004, 650 p.

¹¹ *Corriere della Sera* (« Il saggio Andrea Brazzoduro rilegge una pagina nera della storia d'Oltralpe »), 10 juillet 2012, p. 30/3.

thèse incontournable de Tramor Quemeneur¹². Certes, on peut penser que nombre d'entre eux, à l'inverse, furent de facto d'accord avec la guerre qu'on leur enjoignait de faire : il y eut de vrais partisans de l'Algérie française ; et un citoyen normé ordinaire n'obéit-il pas aux injonctions d'un pouvoir d'État à la stature républicaine apprise, précisément, dans les enseignements de l'école républicaine ? Et, vu le discours colonial qu'elle leur y serinait, ne pensaient-ils pas mener à bien une mission à eux assignée, cela même s'ils y étaient engagés peu ou prou à contrecœur ? Alors, des « *soldati senza causa* » (soldats sans cause) ? Ou des soldats porteurs d'une cause que certains comprenaient et approuvaient, mais que nombre d'entre eux saisissaient confusément, voire ne maîtrisaient guère ?

A la fin du livre, le lecteur trouve une bibliographie de dix pages, modestement qualifiée de « orientativa » et intelligemment classée par thèmes, qui indique à quels ouvrages – en anglais, français, italien – Andrea Brazzoduro a eu recours, sans compter les sources iconographiques et les films où il a puisé. Bienvenus, aussi, la liste des sigles et abréviations et le glossaire des termes arabes et militaires. A lire son livre, le lecteur ne sera pas surpris de savoir qu'Andrea Brazzoduro est l'un des maîtres d'œuvre de la revue quadrimestrielle *Zapruder. Rivista della conflittualità sociale*¹³ dont la lecture apprend qu'il est des intellectuels résolument engagés à gauche à être rationnels et réfléchis, en Italie du moins.

Insolite pour les Algériens et les Français, mais rassurant pour l'historien de tout poil : le fait qu'un jeune chercheur, ni algérien ni français, analyse avec un savoir-faire historien exemplaire cet épisode algéro-français, lequel appartient à tous, et pas seulement aux Algériens et aux Français ; et justement le fait d'être Italien permet une analyse tierce qui surmonte les blocages franco-algériens. Il faut espérer que ce livre pourra un jour être traduit en français et en arabe : le maître livre sur la guerre de 1954-1962 de Hartmut Elsenhans, paru en allemand en 1974,

¹² On lui doit une thèse, non encore publiée, dirigée par Benjamin Stora, et soutenue à l'université Paris VIII en 2007 : *Une guerre sans « non » ? : Insoumission, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie : 1954-1962*, [S.l.] : [s.n.], 2007, 5 vol., 1394 p.

¹³ cf. le site www.storieinmovimento.org/

n'a jamais attendu que 25 ans pour être publié en français¹⁴ – pourtant il ne semble pas être maintenant encore bien connu des francophones... L'auteur de ces lignes est heureux que le livre d'Andrea Brazzoduro ait été rédigé en italien, langue latine sœur que les globalisants d'aujourd'hui saisissent peut-être encore moins que le français dans la conjoncture anglo-centrée du mondialisme triomphant.

Gilbert MEYNIER

¹⁴ *Frankreichs Algerienkrieg 1954-1962. Entkolonisierungsversuch einer kapitalistischen Metropole. Zum Zusammenbruch der Kolonialreiche*, München: Car Hanser Verlag, 1974, 908 p ; traduit et publié sous le titre de *La guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV^e à la V^e République*, Paris : Publisud, 1999, 1072 p., préface et bibliographie de Gilbert Meynier.